

Journal officiel

de l'Union européenne

L 155

Édition
de langue française

Législation

49^e année

8 juin 2006

Sommaire

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

.....

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Parlement européen

2006/381/CE, Euratom:

★ **Arrêt définitif du budget rectificatif n° 1 de l'Union européenne pour l'exercice 2006** 1

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

Les recettes éventuelles prévues à l'article 18, paragraphe 1, du règlement financier, inscrites aux titres 5 et 6 de l'état des recettes, peuvent donner lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Les chiffres de l'exécution renvoient à tous les crédits autorisés, y compris les crédits budgétaires, les crédits supplémentaires et les recettes affectées.

FR

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

Les recettes éventuelles prévues à l'article 18, paragraphe 1, du règlement financier, inscrites aux titres 5 et 6 de l'état des recettes, peuvent donner lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Les chiffres de l'exécution renvoient à tous les crédits autorisés, y compris les crédits budgétaires, les crédits supplémentaires et les recettes affectées.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

PARLEMENT

ARRÊT DÉFINITIF

du budget rectificatif n° 1 de l'Union européenne pour l'exercice 2006

(2006/381/CE, Euratom)

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 272, paragraphe 4, avant-dernier alinéa,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 177,

vu le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽¹⁾, et notamment ses articles 37 et 38,

vu le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2006, définitivement arrêté le 15 décembre 2005 ⁽²⁾,

vu l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ⁽³⁾,

vu l'accord interinstitutionnel du 7 novembre 2002 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur le financement du Fonds de solidarité de l'Union européenne complétant l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ⁽⁴⁾,

vu la décision du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2006 de mobiliser le Fonds de solidarité de l'Union européenne pour un montant de 106 357 627 EUR, pour accorder une aide financière à la Bulgarie, à la Roumanie et à l'Autriche, afin d'aider ces pays à faire face aux graves dégâts causés par les inondations qui se sont produites entre avril et août 2005,

vu l'avant-projet de budget rectificatif n° 1 de l'Union européenne pour l'exercice 2006, présenté par la Commission le 10 mars 2006,

vu le projet de budget rectificatif n° 1 de l'Union européenne pour l'exercice 2006, établi par le Conseil le 25 avril 2006,

⁽¹⁾ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

⁽²⁾ JO L 78 du 15.3.2006, p. 1.

⁽³⁾ JO C 172 du 18.6.1999, p. 1. Accord modifié en dernier lieu par la décision 2005/708/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 269 du 14.10.2005, p. 24).

⁽⁴⁾ JO C 283 du 20.11.2002, p. 1.

vu l'article 69 et l'annexe IV de son règlement,

vu la résolution adoptée par le Parlement européen le 27 avril 2006,

la procédure prévue à l'article 272 du traité instituant la Communauté européenne et à l'article 177 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ayant été ainsi menée à son terme,

DÉCLARE:

Article unique

Le budget rectificatif n° 1 de l'Union européenne pour l'exercice 2006 est définitivement arrêté.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 2006.

Le président
J. BORRELL FONTELLES

**ARRÊT DÉFINITIF DU BUDGET RECTIFICATIF N° 1 DE L'UNION EUROPÉENNE
POUR L'EXERCICE 2006**

SOMMAIRE

Page

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

A. Financement du budget général	5
B. État général des recettes par ligne budgétaire	15

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION

Section III: Commission

— État des dépenses	20
— Titre 13: Politique régionale	21

A. FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

Crédits à couvrir pendant l'exercice 2006, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes

DÉPENSES

Description	Budget 2006	Budget 2005 ⁽¹⁾	Variation (en %)
1. Agriculture	50 991 020 000	48 464 850 000	+ 5,21
2. Actions structurelles	35 639 599 237	32 396 027 704	+ 10,01
3. Politiques internes	8 904 016 732	8 016 662 269	+ 11,07
4. Actions extérieures	5 369 049 920	5 476 162 603	- 1,96
5. Fonctionnement	6 656 369 817	6 292 367 368	+ 5,78
6. Réserves	458 000 000	446 000 000	+ 2,69
7. Stratégie de préadhésion	2 984 409 038	3 286 990 000	- 9,21
8. Compensations	1 073 500 332	1 304 988 996	- 17,74
Total des dépenses ⁽²⁾	112 075 965 076	105 684 048 940	+ 6,05

⁽¹⁾ Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget 2005 (JO L 60 du 8.3.2005, p. 1) plus les budgets rectificatifs n^{os} 1 à 8/2005.
⁽²⁾ Le troisième alinéa de l'article 268 du traité instituant la Communauté européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».

RECETTES

Description	Budget 2006	Budget 2005 ⁽¹⁾	Variation (en %)
Recettes diverses (titres 4 à 9)	1 297 689 094	1 585 916 305	- 18,17
Excédent disponible de l'exercice précédent (chapitre 3 0, article 3 0 0)	p.m.	2 736 707 563	
Excédent des ressources propres résultant d'un virement de chapitres FEOGA, section «Garantie» (chapitre 3 0, article 3 0 1)	p.m.	p.m.	
Excédent de ressources propres provenant du reversement de l'excédent du Fonds de garantie relatif aux actions extérieures (chapitre 3 0, article 3 0 2)	p.m.	525 961 402	
Soldes des ressources propres provenant de la TVA et des ressources propres fondées sur le PNB/RNB relatif aux exercices antérieurs (chapitres 3 1 et 3 2)	p.m.	2 451 315 772	
Total des recettes des titres 3 à 9	1 297 689 094	7 299 901 042	- 82,22
Montant net des droits de douane, des droits agricoles et des cotisations dans le secteur du sucre (chapitres 1 0, 1 1 et 1 2)	14 225 100 000	13 944 000 000	+ 2,02
Ressources propres «TVA» au taux uniforme (tableaux 1 et 2, chapitre 1 3)	15 884 321 797	15 556 051 275	+ 2,11
Reste à financer par la ressource complémentaire (ressources propres «RNB», tableaux 3 et 4, chapitre 1 4)	80 668 854 185	68 884 096 623	+ 17,11
Crédits à couvrir par les ressources propres visées à l'article 2 de la décision 2000/597/CE, Euratom ⁽²⁾	110 778 275 982	98 384 147 898	+ 12,60
Total des recettes ⁽³⁾	112 075 965 076	105 684 048 940	+ 6,05

⁽¹⁾ Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget 2005 (JO L 60 du 8.3.2005, p. 1) plus les budgets rectificatifs n^{os} 1 à 8/2005.

⁽²⁾ Les ressources propres pour le budget 2006 sont déterminées sur la base des prévisions budgétaires adoptées lors de la 133^e réunion du comité consultatif des ressources propres du 8 avril 2005.

⁽³⁾ Le troisième alinéa de l'article 268 du traité instituant la Communauté européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».

TABLEAU 1

Calcul de l'écrêtement des assiettes harmonisées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2000/597/CE, Euratom

États membres	1 % de l'assiette «TVA» non écrêtée	1 % du revenu national brut	Taux d'écrêtement (en %)	1 % du revenu national brut multiplié par le taux d'écrêtement	1 % de l'assiette «TVA» écrêtée (1)	États membres dont l'assiette «TVA» est écrêtée
	(1)	(2)	(4)	(5)	(6)	(7)
Belgique	1 310 215 000	3 128 969 000	50	1 564 484 500	1 310 215 000	
République tchèque	602 106 000	994 862 000	50	497 431 000	497 431 000	République tchèque
Danemark	819 859 000	2 099 021 000	50	1 049 510 500	819 859 000	
Allemagne	9 799 832 000	22 810 270 000	50	11 405 135 000	9 799 832 000	
Estonie	55 930 000	98 555 000	50	49 277 500	49 277 500	Estonie
Grèce	1 072 870 000	1 893 940 000	50	946 970 000	946 970 000	Grèce
Espagne	5 426 125 000	9 003 310 000	50	4 501 655 000	4 501 655 000	Espagne
France	8 370 700 000	17 612 620 000	50	8 806 310 000	8 370 700 000	
Irlande	789 535 000	1 416 737 000	50	708 368 500	708 368 500	Irlande
Italie	6 337 513 000	14 454 499 000	50	7 227 249 500	6 337 513 000	
Chypre	108 709 000	135 816 000	50	67 908 000	67 908 000	Chypre
Lettonie	57 459 000	129 939 000	50	64 969 500	57 459 000	
Lituanie	132 640 000	210 135 000	50	105 067 500	105 067 500	Lituanie
Luxembourg	170 252 000	256 440 000	50	128 220 000	128 220 000	Luxembourg
Hongrie	404 168 000	906 498 000	50	453 249 000	404 168 000	
Malte	35 810 000	45 841 000	50	22 920 500	22 920 500	Malte
Pays-Bas	2 359 925 000	4 865 105 000	50	2 432 552 500	2 359 925 000	
Autriche	1 084 190 000	2 479 885 000	50	1 239 942 500	1 084 190 000	
Pologne	1 325 076 000	2 398 275 000	50	1 199 137 500	1 199 137 500	Pologne
Portugal	941 550 000	1 429 050 000	50	714 525 000	714 525 000	Portugal
Slovénie	158 752 000	292 944 000	50	146 472 000	146 472 000	Slovénie
Slovaquie	165 376 000	394 000 000	50	197 000 000	165 376 000	
Finlande	699 620 000	1 613 560 000	50	806 780 000	699 620 000	
Suède	1 268 455 000	3 078 609 000	50	1 539 304 500	1 268 455 000	
Royaume-Uni	9 765 154 000	19 112 000 000	50	9 556 000 000	9 556 000 000	Royaume-Uni
Total	53 261 821 000	110 860 880 000		55 430 440 000	51 321 264 500	

(1) L'assiette à prendre en compte n'excède pas 50 % du RNB.

**Calcul du taux uniforme d'appel des ressources propres «TVA»
(article 2, paragraphe 4, de la décision 2000/597/CE, Euratom):**

Taux uniforme (%) = taux d'appel maximal – taux gelé

A. Le taux d'appel maximal est fixé à 0,50 % pour l'année 2006.

B. Détermination du taux gelé par la correction des déséquilibres budgétaires accordée au Royaume-Uni [article 2, paragraphe 4, point b), de la décision 2000/597/CE, Euratom]:

1) Calcul de la part théorique des pays avec une charge financière limitée

Selon l'article 5, paragraphe 1, de la décision 2000/597/CE, Euratom, la contribution financière de l'Allemagne (D), des Pays-Bas (NL), de l'Autriche (A) et de la Suède (S) est limitée à un quart de leur contribution normale.

Formule d'un pays à charge financière limitée, par exemple l'Allemagne:

Contribution «TVA» théorique de l'Allemagne = [assiette «TVA» écrêtée de l'Allemagne / (assiette «TVA» écrêtée de l'UE – assiette «TVA» écrêtée du Royaume-Uni)] × 1/4 × correction en faveur du Royaume-Uni

Exemple chiffré: Allemagne

Contribution «TVA» théorique de l'Allemagne = 9 799 832 000 / (51 321 264 500 – 9 556 000 000) × 1/4 × 5 685 342 107 = 333 503 200

2) Calcul du taux gelé:

Taux gelé = [correction en faveur du Royaume-Uni – contributions TVA théoriques (D + NL + A + S)] / [assiette «TVA» écrêtée de l'UE – assiettes «TVA» écrêtées (Royaume-Uni+ D + NL + A + S)]

Taux gelé = 5 685 342 107 – (333 503 200 + 80 311 840 + 36 896 636 + 43 167 455) / [51 321 264 500 – (9 556 000 000 + 9 799 832 000 + 2 359 925 000 + 1 084 190 000 + 1 268 455 000)]

Taux gelé = 0,190492392346244 %

Taux uniforme:

0,5 % – 0,190492392346244 % = 0,309507607653756 %

TABLEAU 2

Répartition des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2000/597/CE, Euratom (chapitre 1 3)

États membres	1 % de l'assiette «TVA» écrêtée	Taux maximal d'appel «TVA» (en %)	Taux uniforme de ressources propres «TVA» (en %)	Ressources propres «TVA» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) × (3)
Belgique	1 310 215 000	0,50	0,309507608	405 521 510
République tchèque	497 431 000	0,50	0,309507608	153 958 679
Danemark	819 859 000	0,50	0,309507608	253 752 598
Allemagne	9 799 832 000	0,50	0,309507608	3 033 122 558
Estonie	49 277 500	0,50	0,309507608	15 251 761
Grèce	946 970 000	0,50	0,309507608	293 094 419
Espagne	4 501 655 000	0,50	0,309507608	1 393 296 470
France	8 370 700 000	0,50	0,309507608	2 590 795 331
Irlande	708 368 500	0,50	0,309507608	219 245 440
Italie	6 337 513 000	0,50	0,309507608	1 961 508 487
Chypre	67 908 000	0,50	0,309507608	21 018 043
Lettonie	57 459 000	0,50	0,309507608	17 783 998
Lituanie	105 067 500	0,50	0,309507608	32 519 191
Luxembourg	128 220 000	0,50	0,309507608	39 685 065
Hongrie	404 168 000	0,50	0,309507608	125 093 071
Malte	22 920 500	0,50	0,309507608	7 094 069
Pays-Bas	2 359 925 000	0,50	0,309507608	730 414 741
Autriche	1 084 190 000	0,50	0,309507608	335 565 053
Pologne	1 199 137 500	0,50	0,309507608	371 142 179
Portugal	714 525 000	0,50	0,309507608	221 150 923
Slovénie	146 472 000	0,50	0,309507608	45 334 198
Slovaquie	165 376 000	0,50	0,309507608	51 185 130
Finlande	699 620 000	0,50	0,309507608	216 537 712
Suède	1 268 455 000	0,50	0,309507608	392 596 472
Royaume-Uni	9 556 000 000	0,50	0,309507608	2 957 654 699
Total	51 321 264 500			15 884 321 797

TABLEAU 3

Détermination du taux uniforme et répartition des ressources fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, point d), de la décision 2000/597/CE, Euratom (chapitre 1 4)

États membres	1 % du revenu national brut	Taux uniforme des ressources propres «assiette complémentaire»	Ressources propres «assiette complémentaire» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)
Belgique	3 128 969 000		2 276 820 678
République tchèque	994 862 000		723 919 724
Danemark	2 099 021 000		1 527 370 331
Allemagne	22 810 270 000		16 598 085 318
Estonie	98 555 000		71 714 377
Grèce	1 893 940 000		1 378 141 412
Espagne	9 003 310 000		6 551 334 443
France	17 612 620 000		12 815 971 464
Irlande	1 416 737 000		1 030 900 625
Italie	14 454 499 000		10 517 938 087
Chypre	135 816 000		98 827 658
Lettonie	129 939 000	0,7276584 ⁽¹⁾	94 551 209
Lituanie	210 135 000		152 906 505
Luxembourg	256 440 000		186 600 728
Hongrie	906 498 000		659 620 914
Malte	45 841 000		33 356 590
Pays-Bas	4 865 105 000		3 540 134 679
Autriche	2 479 885 000		1 804 509 232
Pologne	2 398 275 000		1 745 125 028
Portugal	1 429 050 000		1 039 860 283
Slovénie	292 944 000		213 163 172
Slovaquie	394 000 000		286 697 422
Finlande	1 613 560 000		1 174 120 541
Suède	3 078 609 000		2 240 175 800
Royaume-Uni	19 112 000 000		13 907 007 965
Total	110 860 880 000		80 668 854 185

(¹) Calcul du taux: (80 668 854 185) / (110 860 880 000) = 0,727658432668043 %.

TABLEAU 4

Ressources fondées sur le RNB — Financement des réserves [article 2, paragraphe 1, point d), et article 6 de la décision 2000/597/CE, Euratom] (chapitre 1 4)

États membres	Réserve, prêts et garantie de prêts	Réserve d'aide d'urgence	Ressources propres «RNB», réserves exclues	Ressources propres «RNB» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)
Belgique	6 463 361	6 463 361	2 263 893 956	2 276 820 678
République tchèque	2 055 039	2 055 039	719 809 646	723 919 724
Danemark	4 335 847	4 335 847	1 518 698 637	1 527 370 331
Allemagne	47 118 080	47 118 080	16 503 849 158	16 598 085 318
Estonie	203 580	203 580	71 307 217	71 714 377
Grèce	3 912 221	3 912 221	1 370 316 970	1 378 141 412
Espagne	18 597 705	18 597 705	6 514 139 033	6 551 334 443
France	36 381 544	36 381 544	12 743 208 376	12 815 971 464
Irlande	2 926 486	2 926 486	1 025 047 653	1 030 900 625
Italie	29 857 965	29 857 965	10 458 222 157	10 517 938 087
Chypre	280 549	280 549	98 266 560	98 827 658
Lettonie	268 409	268 409	94 014 391	94 551 209
Lituanie	434 066	434 066	152 038 373	152 906 505
Luxembourg	529 716	529 716	185 541 296	186 600 728
Hongrie	1 872 509	1 872 509	655 875 896	659 620 914
Malte	94 692	94 692	33 167 206	33 356 590
Pays-Bas	10 049 614	10 049 614	3 520 035 451	3 540 134 679
Autriche	5 122 579	5 122 579	1 794 264 074	1 804 509 232
Pologne	4 954 002	4 954 002	1 735 217 024	1 745 125 028
Portugal	2 951 920	2 951 920	1 033 956 443	1 039 860 283
Slovénie	605 120	605 120	211 952 932	213 163 172
Slovaquie	813 867	813 867	285 069 688	286 697 422
Finlande	3 333 053	3 333 053	1 167 454 435	1 174 120 541
Suède	6 359 335	6 359 335	2 227 457 130	2 240 175 800
Royaume-Uni	39 478 741	39 478 741	13 828 050 483	13 907 007 965
Total	229 000 000	229 000 000	80 210 854 185	80 668 854 185
Pourcentage du «1 % RNB»	0,0021	0,0021	0,7235	0,7277

TABLEAU 5

Correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 2005 conformément aux dispositions de l'article 4 de la décision 2000/597/CE, Euratom (chapitre 1 5)

Description	Coefficient ⁽¹⁾ (%)	Montant
1. Part du Royaume-Uni (en %) dans le total des assiettes «TVA» non écartées indicatives	17,8134	
2. Part du Royaume-Uni (en %) dans le total des dépenses réparties, compte tenu des dépenses de préadhésion	7,1843	
3. (1) – (2)	10,6290	
4. Dépense répartie totale		93 429 615 393
5. Dépenses de préadhésion ⁽²⁾		1 755 539 532
6. Dépense répartie totale tenant compte des dépenses de préadhésion = (4) – (5)		91 674 075 861
7. Montant initial de la correction britannique = (3) × (6) × 0,66		6 431 081 164
8. Avantage du Royaume-Uni ⁽³⁾		747 129 835
9. Compensation de base pour le Royaume-Uni = (7) – (8)		5 683 951 329
10. Gains exceptionnels de ressources propres traditionnelles ⁽⁴⁾		- 1 390 778
11. Correction en faveur du Royaume-Uni = (9) – (10)		5 685 342 107

(¹) Chiffres arrondis.
(²) Le montant des dépenses de préadhésion correspond aux paiements effectués au profit des dix nouveaux États membres (qui ont adhéré à l'UE le 1^{er} mai 2004) au titre des crédits de 2003, ajusté en appliquant le déflateur du PIB de l'UE pour 2004. Ce montant est déduit de la dépense répartie totale afin que les dépenses non compensées avant l'élargissement le demeurent après celui-ci.
(³) L'«avantage du Royaume-Uni» correspond aux effets découlant pour le Royaume-Uni du passage à la TVA écartée et de l'introduction de la ressource propre fondée sur le PNB/RNB.
(⁴) Ces gains exceptionnels correspondent aux gains nets résultant pour le Royaume-Uni de l'augmentation — de 10 à 25 % au 1^{er} janvier 2001 — du pourcentage des ressources propres traditionnelles conservé par les États membres pour couvrir les frais de perception des ressources propres traditionnelles (RPT).

TABLEAU 6

Calcul du financement de la correction en faveur du Royaume-Uni arrêtée à – 5 685 342 107 EUR (chapitre 1 5)

États membres	Parts dans les assiettes «RNB»	Parts sans le Royaume-Uni	Parts sans l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni	Trois quarts de la part de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Suède dans la colonne (2)	Colonne (4) répartie selon la clé de la colonne (3)	Clé de financement	Clé de financement appliquée à la correction
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) + (4) + (5)	(7)
Belgique	2,82	3,41	5,35		1,45	4,86	276 481 607
République tchèque	0,90	1,08	1,70		0,46	1,55	87 907 884
Danemark	1,89	2,29	3,59		0,97	3,26	185 473 457
Allemagne	20,58	24,86	0,00	– 18,65	0,00	6,22	353 367 227
Estonie	0,09	0,11	0,17		0,05	0,15	8 708 506
Grèce	1,71	2,06	3,24		0,88	2,94	167 352 113
Espagne	8,12	9,81	15,39		4,18	13,99	795 549 465
France	15,89	19,20	30,10		8,18	27,37	1 556 284 347
Irlande	1,28	1,54	2,42		0,66	2,20	125 185 555
Italie	13,04	15,75	24,70		6,71	22,47	1 277 226 814
Chypre	0,12	0,15	0,23		0,06	0,21	12 000 958
Lettonie	0,12	0,14	0,22		0,06	0,20	11 481 655
Lituanie	0,19	0,23	0,36		0,10	0,33	18 567 925
Luxembourg	0,23	0,28	0,44		0,12	0,40	22 659 522
Hongrie	0,82	0,99	1,55		0,42	1,41	80 099 874
Malte	0,04	0,05	0,08		0,02	0,07	4 050 597
Pays-Bas	4,39	5,30	0,00	– 3,98	0,00	1,33	75 368 185
Autriche	2,24	2,70	0,00	– 2,03	0,00	0,68	38 417 348
Pologne	2,16	2,61	4,10		1,11	3,73	211 916 106
Portugal	1,29	1,56	2,44		0,66	2,22	126 273 555
Slovénie	0,26	0,32	0,50		0,14	0,46	25 885 085
Slovaquie	0,36	0,43	0,67		0,18	0,61	34 814 584
Finlande	1,46	1,76	2,76		0,75	2,51	142 577 207
Suède	2,78	3,36	0,00	– 2,52	0,00	0,84	47 692 531
Royaume-Uni	17,24	0,00	0,00		0,00	0,00	0
Total	100,00	100,00	100,00	– 27,17	27,17	100,00	5 685 342 107

Les calculs sont effectués avec une précision de quinze décimales.

TABIEAU 7
Récapitulation du financement du budget général par type de ressource propre et par État membre

États membres	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (5) + (6) + (7) + (8)	Participation au financement total (%)
	Droits agricoles nets (7,5 %)	Cotisations nettes dans le secteur du sucre et de l'isoglucose (7,5 %)	Droits de douane nets (7,5 %)	Total des ressources propres traditionnelles nettes (7,5 %)	Ressources propres «TVAs» au taux uniforme	Ressources propres «RNB», réserves exclues	Ressources propres «RNB», réserves	Correction en faveur du Royaume-Uni	Total des ressources propres (1)	(10)
Belgique	10 800 000	33 600 000	1 441 900 000	1 486 300 000	405 521 510	2 263 893 956	12 926 722	276 481 607	4 445 123 795	4,01
République tchèque	2 600 000	6 500 000	158 800 000	167 900 000	153 958 679	719 809 646	4 110 078	87 907 884	1 133 686 287	1,02
Danemark	15 800 000	19 100 000	226 400 000	261 300 000	253 752 598	1 518 698 637	8 671 694	185 473 457	2 227 896 386	2,01
Allemagne	115 500 000	159 900 000	2 517 300 000	2 792 700 000	3 033 122 558	16 503 849 158	94 236 160	353 367 227	22 777 275 103	20,56
Estonie	400 000	0	16 900 000	17 300 000	15 251 761	71 307 217	407 160	8 708 506	112 974 644	0,10
Grèce	7 300 000	4 100 000	191 300 000	202 700 000	293 094 419	1 370 316 970	7 824 442	167 352 113	2 041 287 944	1,84
Espagne	38 000 000	16 600 000	1 101 900 000	1 156 500 000	1 393 296 470	6 514 139 033	37 195 410	795 549 465	9 896 680 378	8,93
France	58 900 000	153 000 000	1 027 300 000	1 239 200 000	2 590 795 331	12 743 208 376	72 763 088	1 556 284 347	18 202 251 142	16,43
Irlande	400 000	4 700 000	149 900 000	155 000 000	219 245 440	1 025 047 653	5 852 972	125 185 555	1 530 331 620	1,38
Italie	58 900 000	21 100 000	1 333 100 000	1 413 100 000	1 961 508 487	10 458 222 157	59 715 930	1 277 226 814	15 169 773 388	13,69
Chypre	1 900 000	0	38 200 000	40 100 000	21 018 043	98 266 560	561 098	12 000 958	171 946 659	0,16
Lettonie	400 000	600 000	19 700 000	20 700 000	17 783 998	94 014 391	536 818	11 481 655	144 516 862	0,13
Lituanie	1 300 000	1 000 000	32 000 000	34 300 000	32 519 191	152 038 373	868 132	18 567 925	238 293 621	0,22
Luxembourg	100 000	0	13 800 000	13 900 000	39 685 065	185 541 296	1 059 432	22 659 522	262 845 315	0,24
Hongrie	3 200 000	5 300 000	130 400 000	138 900 000	125 093 071	655 875 896	3 745 018	80 099 874	1 003 713 859	0,91
Malte	1 200 000	0	9 000 000	10 200 000	7 094 069	33 167 206	189 384	4 050 597	54 701 256	0,05
Pays-Bas	170 000 000	37 400 000	1 209 300 000	1 416 700 000	730 414 741	3 520 035 451	20 099 228	75 368 185	5 762 617 605	5,20
Autriche	4 000 000	15 200 000	186 100 000	205 300 000	335 565 053	1 794 264 074	10 245 158	38 417 348	2 383 791 633	2,15
Pologne	20 900 000	30 500 000	217 900 000	269 300 000	371 142 179	1 735 217 024	9 908 004	211 916 106	2 597 483 313	2,34
Portugal	19 900 000	1 900 000	93 900 000	115 700 000	221 150 923	1 033 956 443	5 903 840	126 273 555	1 502 984 761	1,36
Slovénie	100 000	500 000	31 100 000	31 700 000	45 334 198	211 952 932	1 210 240	25 885 085	316 082 455	0,29
Slovaquie	600 000	5 200 000	46 800 000	52 600 000	51 185 130	285 069 688	1 627 734	34 814 584	425 297 136	0,38
Finlande	3 000 000	3 600 000	100 200 000	106 800 000	216 537 712	1 167 454 435	6 666 106	142 577 207	1 640 035 460	1,48
Suède	8 700 000	8 800 000	313 700 000	331 200 000	392 596 472	2 227 457 130	12 718 670	47 692 531	3 011 664 803	2,72
Royaume-Uni	219 600 000	27 600 000	2 298 500 000	2 545 700 000	2 957 654 699	13 828 050 483	78 957 482	- 5 685 342 107	13 725 020 557	12,39
Total	763 500 000	556 200 000	12 905 400 000	14 225 100 000	15 884 321 797	80 210 854 185	458 000 000	0	110 778 275 982	100,00

(1) Total des ressources propres en pourcentage du RNB: (110 778 275 982) / (11 086 088 000 000) = 1,00 %; plafond des ressources propres en pourcentage du RNB: 1,24 %.

B. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES PAR LIGNE BUDGÉTAIRE

RECETTES

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2006	Budget rectificatif n° 1	Nouveau montant
1 0	DROITS AGRICOLES ÉTABLIS PAR LES INSTITUTIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LES ÉCHANGES AVEC LES PAYS NON MEMBRES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT A), DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM]	763 500 000		763 500 000
1 1	COTISATIONS ET AUTRES DROITS PRÉVUS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DANS LE SECTEUR DU SUCRE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT A), DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM]	556 200 000		556 200 000
1 2	DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS VISÉS À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT B), DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM	12 905 400 000		12 905 400 000
1 3	RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT C), DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM	15 884 321 797		15 884 321 797
1 4	RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT D), ET DE L'ARTICLE 6 DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM	80 562 496 558	106 357 627	80 668 854 185
1 5	CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES	0		0
Titre 1 — Total		110 671 918 355	106 357 627	110 778 275 982

CHAPITRE 1 4 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT D), ET DE L'ARTICLE 6 DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM (suite)

1 4 0 Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, point d), et de l'article 6 de la décision 2000/597/CE, Euratom

1 4 0 0 Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, point d), de la décision 2000/597/CE, Euratom, à l'exception de celles correspondant à la réserve pour prêts et garantie de prêts et à la réserve d'aide d'urgence

Budget 2006	Budget rectificatif n° 1	Nouveau montant
80 104 496 558	106 357 627	80 210 854 185

Commentaires

Le taux, réserve pour garantie de prêts et réserve d'aide d'urgence non comprises, à appliquer au revenu national brut des États membres pour l'exercice s'élève à 0,7235 %.

Bases légales

Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 253 du 7.10.2000, p. 42), et notamment son article 2, paragraphe 1, point d).

États membres	Budget 2006	Budget rectificatif n° 1	Nouveaux montants
Belgique	2 260 892 089	3 001 867	2 263 893 956
République tchèque	718 855 196	954 450	719 809 646
Danemark	1 516 684 880	2 013 757	1 518 698 637
Allemagne	16 481 965 457	21 883 701	16 503 849 158
Estonie	71 212 665	94 552	71 307 217
Grèce	1 368 499 963	1 817 007	1 370 316 970
Espagne	6 505 501 445	8 637 588	6 514 139 033
France	12 726 311 194	16 897 182	12 743 208 376
Irlande	1 023 688 465	1 359 188	1 025 047 653
Italie	10 444 354 811	13 867 346	10 458 222 157
Chypre	98 136 261	130 299	98 266 560
Lettonie	93 889 730	124 661	94 014 391
Lituanie	151 836 774	201 599	152 038 373
Luxembourg	185 295 273	246 023	185 541 296
Hongrie	655 006 221	869 675	655 875 896
Malte	33 123 227	43 979	33 167 206
Pays-Bas	3 515 367 970	4 667 481	3 520 035 451
Autriche	1 791 884 924	2 379 150	1 794 264 074
Pologne	1 732 916 168	2 300 856	1 735 217 024
Portugal	1 032 585 442	1 371 001	1 033 956 443
Slovénie	211 671 888	281 044	211 952 932
Slovaquie	284 691 693	377 995	285 069 688
Finlande	1 165 906 419	1 548 016	1 167 454 435
Suède	2 224 503 576	2 953 554	2 227 457 130
Royaume-Uni	13 809 714 827	18 335 656	13 828 050 483
Total du poste 1 4 0 0	80 104 496 558	106 357 627	80 210 854 185

SECTION III
COMMISSION

COMMISSION

DÉPENSES

Titre	Intitulé	Crédits 2006		Budget rectificatif n° 1		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
01	AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES	466 147 086	469 717 086			466 147 086	469 717 086
02	ENTREPRISES	390 574 119	423 359 119			390 574 119	423 359 119
03	CONCURRENCE	97 548 961	97 548 961			97 548 961	97 548 961
04	EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES	11 928 250 588	10 079 727 089			11 928 250 588	10 079 727 089
05	AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL	55 448 703 744	54 771 872 118			55 448 703 744	54 771 872 118
06	ÉNERGIE ET TRANSPORTS	1 459 025 247	1 291 334 247			1 459 025 247	1 291 334 247
07	ENVIRONNEMENT	344 434 340	309 801 740			344 434 340	309 801 740
08	RECHERCHE	3 524 747 779	3 258 137 779			3 524 747 779	3 258 137 779
09	SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET MÉDIAS	1 424 166 168	1 416 306 168			1 424 166 168	1 416 306 168
10	RECHERCHE DIRECTE	330 204 645	347 875 739			330 204 645	347 875 739
11	PÊCHE	915 713 863	847 373 474			915 713 863	847 373 474
12	MARCHÉ INTÉRIEUR	73 972 241	77 622 241			73 972 241	77 622 241
13	POLITIQUE RÉGIONALE	28 628 310 488	22 787 886 649	106 357 627	106 357 627	28 734 668 115	22 894 244 276
14	FISCALITÉ ET UNION DOUANIÈRE	126 984 742	119 198 162			126 984 742	119 198 162
15	ÉDUCATION ET CULTURE	1 003 223 237	949 786 637			1 003 223 237	949 786 637
16	PRESSE ET COMMUNICATION	200 716 817	194 646 817			200 716 817	194 646 817
17	SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS	553 930 961	553 742 075			553 930 961	553 742 075
18	ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE	590 398 365	578 031 365			590 398 365	578 031 365
19	RELATIONS EXTÉRIEURES	3 469 757 261	3 292 144 211			3 469 757 261	3 292 144 211
20	COMMERCE	82 008 988	82 208 988			82 008 988	82 208 988
21	DÉVELOPPEMENT ET RELATIONS AVEC LES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (ACP)	1 258 545 714	1 237 372 714			1 258 545 714	1 237 372 714
22	ÉLARGISSEMENT	2 065 850 825	2 104 300 825			2 065 850 825	2 104 300 825
23	AIDE HUMANITAIRE	514 840 983	516 240 983			514 840 983	516 240 983
24	LUTTE CONTRE LA FRAUDE	64 726 695	63 365 495			64 726 695	63 365 495
25	COORDINATION DES POLITIQUES DE LA COMMISSION ET CONSEIL JURIDIQUE	213 458 889	213 458 889			213 458 889	213 458 889
26	ADMINISTRATION	656 789 836	656 789 836			656 789 836	656 789 836
27	BUDGET	1 156 324 787	1 156 324 787			1 156 324 787	1 156 324 787
28	AUDIT	11 460 784	11 460 784			11 460 784	11 460 784
29	STATISTIQUES	131 953 645	128 651 445			131 953 645	128 651 445
30	PENSIONS	945 245 000	945 245 000			945 245 000	945 245 000
31	RÉSERVES	653 390 634	528 574 134			653 390 634	528 574 134
	Dépenses D — Total	118 731 407 432	109 510 105 557	106 357 627	106 357 627	118 837 765 059	109 616 463 184

TITRE 13
POLITIQUE RÉGIONALE

Objectifs généraux

L'objectif de ce domaine d'activité est de renforcer la cohésion économique et sociale en réduisant les disparités entre les niveaux de développement des régions dans l'Union européenne.

Titre Chapitre	Intitulé	Crédits 2006		Budget rectificatif n° 1		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
13 01	DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU DOMAINE POLITIQUE « POLITIQUE RÉGIONALE »	94 902 813	94 902 813			94 902 813	94 902 813
13 03	FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET AUTRES INTERVENTIONS RÉGIONALES	21 925 775 565	18 396 633 836			21 925 775 565	18 396 633 836
13 04	FONDS DE COHÉSION	6 027 132 110	3 500 550 000			6 027 132 110	3 500 550 000
13 05	INTERVENTION DE PRÉADHÉSION EN RELATION AVEC LA POLITIQUE STRUCTURELLE	580 500 000	795 800 000			580 500 000	795 800 000
13 06	GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ	p.m.	p.m.	106 357 627	106 357 627	106 357 627	106 357 627
13 49	DÉPENSES POUR LA GESTION ADMINISTRATIVE DE PROGRAMMES ENGAGÉS CONFORMÉMENT À L'ANCIEN RÈGLEMENT FINANCIER	—	p.m.			—	p.m.
	Titre 13 — Total	28 628 310 488	22 787 886 649	106 357 627	106 357 627	28 734 668 115	22 894 244 276

COMMISSION

TITRE 13
POLITIQUE RÉGIONALE

CHAPITRE 13 06 — GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	PF	Crédits 2006		Budget rectificatif n° 1		Nouveau montant	
			Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
13 06	GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ							
13 06 01	Fonds de solidarité de l'Union européenne — États membres							
	<i>Article 13 06 01 — Sous-total</i>	3	p.m.	p.m.	14 798 589	14 798 589	14 798 589	14 798 589
			p.m.	p.m.	14 798 589	14 798 589	14 798 589	14 798 589
13 06 02	Fonds de solidarité de l'Union européenne — Pays dont l'adhésion est en cours de négociation							
	<i>Article 13 06 02 — Sous-total</i>	7.5	p.m.	p.m.	91 559 038	91 559 038	91 559 038	91 559 038
			p.m.	p.m.	91 559 038	91 559 038	91 559 038	91 559 038
	Chapitre 13 06 — Total		p.m.	p.m.	106 357 627	106 357 627	106 357 627	106 357 627

CHAPITRE 13 06 — GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ (suite)

13 06 01 *Fonds de solidarité de l'Union européenne — États membres*

Crédits 2006		Budget rectificatif n° 1		Nouveau montant	
Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
p.m.	p.m.	14 798 589	14 798 589	14 798 589	14 798 589

L'échéancier prévisible des paiements par rapport aux engagements se présente comme suit:

Engagements		Paiements				
		2005	2006	2007	2008	Exercices ultérieurs et autres
Engagements contractés avant 2005 restant à liquider						
Crédits d'engagement reportés et/ou reconstitués de 2004						
Crédits 2005						
Crédits 2006	14 798 589		14 798 589			
Total	14 798 589		14 798 589			

Commentaires

Cet article est destiné à enregistrer les crédits résultant de la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne en cas de catastrophes naturelles, environnementales ou technologiques dans les États membres.

Bases légales

Règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil du 11 novembre 2002 instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne (JO L 311 du 14.11.2002, p. 3).

Actes de référence

Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission du 7 novembre 2002 sur le financement du Fonds de solidarité de l'Union européenne complétant l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (JO C 283 du 20.11.2002, p. 1).

13 06 02 *Fonds de solidarité de l'Union européenne — Pays dont l'adhésion est en cours de négociation*

Crédits 2006		Budget rectificatif n° 1		Nouveau montant	
Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
p.m.	p.m.	91 559 038	91 559 038	91 559 038	91 559 038

Commentaires

Cet article est destiné à enregistrer les crédits résultant de la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne en cas de catastrophes naturelles, environnementales ou technologiques dans les pays candidats à l'adhésion.

Bases légales

Règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil du 11 novembre 2002 instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne (JO L 311 du 14.11.2002, p. 3).

Actes de référence

Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission du 7 novembre 2002 sur le financement du Fonds de solidarité de l'Union européenne complétant l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (JO C 283 du 20.11.2002, p. 1).